

L'an deux mil treize, le huit juillet, à vingt heure trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

Étaient présents :

Mme Michelle COURNARIE, M. Philippe MÉREAU, M. Yves BANDEVILLE, Mme Georgette BARRAULT, Mme Raymonde VEQUAUD, Mme Michèle VILLATTE, M. Joël ANTIER, M. Fabrice DAVOIGNEAU, Mme Monique GUÉRY.

Absents excusés : Michèle GRATADE (pouvoir à Michelle COURNARIE), Marie-Claire BOUIN (pouvoir à Michèle VILLATTE), Jean-Claude DUPAS (pouvoir à Philippe MÉREAU)

Absents : Mme Estelle PATOZ, Mme Dominique MACE, M. Frédéric DUPUIS, M. Olivier PIQUEUX, M. Jérôme TARNIER.

Monsieur Yves BANDEVILLE est élu secrétaire.

Le PV du conseil municipal du 3 juin est approuvé à l'unanimité.

DCM 2013-0052. RÉGIME INDEMNITAIRE DES AGENTS COMMUNAUX.

Mme le Maire, en accord avec la commission du Personnel réunie le 8 juillet, propose au conseil de valider les propositions suivantes pour le régime indemnitaires des agents de la commune.

CHAPITRE I : Indemnité Forfitaire pour Travaux Supplémentaires

Article 1

Il est créé une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) par référence à celle prévue par le décret n° 2002-63 susvisé au profit des personnels suivants, selon les taux moyens réglementaires en vigueur et les coefficients multiplicateurs votés ci-après :

Cadre D'emplois	Grade	Montant annuel de Référence	Taux de majoration maximum
Secrétaire de mairie	idem	1 078,73	2.50
Secrétaire de mairie attachée	idem	1 078,73	

Article 2

Conformément aux dispositions du décret n° 2002-63 susvisé, les montants de référence servant de base au calcul de l'IFTS sont indexés sur la valeur du point d'indice applicable à la fonction publique.

Article 3

Le cas échéant, les dispositions qui précèdent sont applicables aux agents non titulaires de droit public, recrutés par référence aux cadres d'emplois et grades susmentionnés.

Article 4

Les critères de modulation retenus pour l'IFTS sont :

- Contraintes horaires
- Responsabilités – Régies
- Mission d'encadrement
- Démarche de formation
- Facilité d'adaptation
- Diminution de la notation : moins 10 % par demi-point en dessous de 13.
- Absentéisme : cette prime sera diminuée au prorata du nombre de jours de congé de maladie de la façon suivante : 1/360e par jour d'arrêt maladie à compter du 1^{er} jour.

CHAPITRE II : Indemnité d'Administration et de Technicité**Article 5 :**

Il est créé une indemnité d'Administration et de Technicité par référence à celle prévue par les décrets n° 2002-61 et 2003-1013 susvisés, au profit des personnels suivants, selon les montants de référence annuels réglementaires en vigueur et les coefficients multiplicateurs votés ci-après :

Cadre D'emplois	Grade	Montant annuel de Référence	Taux de majoration maximum
Adjoint administratifs territoriaux	Adjoint administratif territorial de 2 ^{ème} classe (APC)	449,29	7.72
	Adjoint administratif territorial de 2 ^{ème} classe	449.29	2.00
	Adjoint administratif Principal de 1 ^{ère} classe	476,10	3.20
ATSEM	ATSEM principal de 2 ^{ème} classe	469,66	2.40
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	469,66	4.00
Adjoint techniques territoriaux	Adjoint techniques territoriaux de 2 ^{ème} classe	449,29	2.00
Gardien de Police Municipale	Gardien de Police Municipale	464,30	1.00

Article 6 :

Conformément aux dispositions des décrets n°2002-61 et 2003-1013 susvisés, les montants de référence annuels réglementaires servant de base au calcul de l'IAT sont indexés sur la valeur du point d'indice applicable à la fonction publique.

Article 7 :

Le cas échéant, les dispositions du présent chapitre sont applicables aux agents non titulaires de droit public, recrutés par référence aux cadres d'emplois et grades susmentionnés.

Article 8 :

Les critères de modulation retenus pour l'IAT sont :

- Technicité de la mission
- Responsabilités
- Mission d'encadrement
- Démarche de formation
- Diminution de la note : moins 10 % par demi-point en dessous de 13.
- Absentéisme : cette prime sera diminuée au prorata du nombre de jours de congé de maladie de la façon suivante : 1/360ème par jour d'arrêt maladie à compter du 1^{er} jour.

CHAPITRE III : Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires**Article 9 :**

L'indemnité horaire pour travaux supplémentaires prévue par décret n°2002-60 susvisé est créée au profit des agents relevant des cadres d'emplois suivants :

Cadre d'emplois	Grade	Fonction
Adjoint administratifs	Adjoint administratif de 2 ^e classe	Agence Postale Communale, Divers travaux administratifs
	Adjoint administratif principal de 1 ^e classe	Accueil, secrétariat, état civil
ATSEM	ATSEM principale de 2 ^e classe	Assistance personnel enseignant
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	Encadrement agents d'entretien
Adjoint techniques	Adjoint techniques de 2 ^e classe	Entretien voirie et espaces verts, entretien bâtiments
Gardien de Police Municipale	Gardien de Police Municipale	Police

CHAPITRE IV : Indemnité spéciale de fonction du cadre d'emplois des agents de police municipale**Article 10**

Il est créé une indemnité spéciale de fonction du cadre d'emplois des agents de police municipale par référence à celle prévue par décret n° 97-702 susvisé, au profit des cadre d'emplois, grades et fonctions suivants :

Cadre D'emplois	Grades	Fonctions	Taux de majoration
Gardien de Police	Police Municipale	Police	18%

Article 11

Les critères de modulation retenus pour indemnité spéciale du cadre d'emplois des agents de police municipale sont :

- Technicité de la mission
- Contact avec le public
- Contraintes horaires
- Absentéisme : cette prime sera diminuée au prorata du nombre de jours de congé de maladie de la façon suivante : $1/360^{\text{ème}}$ par jour d'arrêt maladie à compter du 1^{er} jour.

Article 12 :

L'autorité territoriale est chargée de l'exécution de la présente délibération, qui prend effet à compter de ce jour.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- accepte les propositions telles que présentées ci-dessus (12 articles).
- autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

CM 2013-0053. VIREMENTS DE CRÉDITS

Madame le Maire explique au Conseil Municipal que la facture concernant les travaux de changement des fenêtres du 24, rue Basse s'élève à 2 035,29 € au lieu des 2 000 € prévus au budget.

Elle propose de réaliser les virements de crédits suivants:

PROGRAMME	LIBELLÉ PROGRAMME	ARTICLE	DÉPENSES Investissement	DÉPENSES fonctionnement
174	Bibliothèque	2313	-36 €	
165	Logement 24 rue basse	2132	+36 €	

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- décide de procéder aux virements de crédits indiqués ci-dessus,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2013-0054. PRIX DES REPAS DE CANTINE 2013-2014.

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que, par courrier du 17 juin 2013, le fournisseur de repas « les Toques Régionales » a fait part d'une augmentation de ses tarifs de 1,68 % sur les repas maternelles et primaires au 1^{er} septembre 2013. Par conséquent, le prix du repas occasionnel sera de

3,32 € arrondi à 3,35 € (3,27 € en 2012-2013) et le montant du forfait mensuel sera de 43,00 € pour 140 jours de cantine en 2013-2014 (42,50 €/141 jours en 2012-2013). Ce tarif est identique à Ferrière-sur- Beaulieu.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Accepte la nouvelle tarification proposée par « les Toques Régionales »,
- Fixe le prix pour les repas occasionnels à 3,35 € et le prix forfaitaire mensuel à 43,00 € pour 140 jours de cantine à compter de septembre 2013.
- Autorise Mme Le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2013-0055. CHOIX DES ENTREPRISES POUR LES TRAVAUX DE LA RUE DU PUY MOURIER.

Madame le Maire explique au Conseil Municipal qu'une consultation a eu lieu pour les travaux de voirie de la rue du Puy Mourier. Trois entreprises ont répondu à l'appel d'offres. Le cabinet Lacaze, maître d'œuvre, a procédé à l'analyse des offres. L'offre la plus avantageuse est celle de l'entreprise Eiffage, qui a obtenu une note de 19/20.

Mme le Maire propose en conséquence de retenir la société EIFFAGE pour un montant HT de 65 624,95 €, avec une variante de 5 670,00 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Retient l'entreprise EIFFAGE pour la réalisation des travaux de voirie de la rue du Puy-Mourier, pour un montant de 65 624,95 € HT, avec une variante de 5 670,00 € HT.
- Autorise Mme Le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2013-0056. REDEVANCE DE VOIRIE ERDF 2012.

Madame le Maire informe le Conseil Municipal de la réception d'un chèque d'un montant de 761,16 € d'ERDF représentant le montant de la redevance de voirie pour l'exercice 2012.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Accepte le chèque ERDF d'un montant de 761,16 € au titre de la redevance de voirie 2012,
- Autorise Mme Le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

INFORMATIONS DIVERSES:

- ✓ SPANC Service public d'assainissement non collectif.
- ✓ PAVE Plan d'accessibilité.
- ✓ Délibérations de la CCLD
- ✓ Rapport de la CCLD sur les ordures ménagères.
- ✓ Subventions Conseil Général
- ✓ Ateliers municipaux
- ✓ Consultation accueil périscolaire
- ✓ Annonce de la naissance de Lorenzo (fils de Jérémie Dufour) le 30 juin 2013

Prochain Conseil Municipal le 9 septembre 2013 à 20h30 (la date sera confirmée vers le 15 août)

Fin du Conseil à 21h25

Le Secrétaire,